



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

3003 Berne, le 20 novembre 1989

Aux membres du Conseil
 fédéral

Note d'information

Ma visite au Japon (14 - 19 novembre 1989)

Je viens de me rendre au Japon pour assister à une réunion ministérielle informelle consacrée à l'Uruguay Round (cette réunion fait l'objet d'une note d'information séparée au Conseil fédéral). J'en ai profité pour faire aux autorités japonaises une visite d'autant plus appréciée que j'avais dû renoncer il y a une année à me rendre à Tokyo en raison de l'état de santé de l'empereur.

Les autorités japonaises m'ont extrêmement bien reçu et m'ont dit être flattées que le président de la Confédération, qui normalement ne quitte pas la Suisse, ait pu profiter d'une réunion du GATT pour effectuer au Japon une visite bilatérale. Aussi ai-je bénéficié d'une couverture exceptionnelle dans la presse japonaise. J'ai été reçu par l'empereur Akihito (cf. ci-dessous) et que j'ai eu des entretiens approfondis avec le premier ministre Kaifu, que j'ai invité à se rendre en Suisse en visite officielle, avec le ministre des affaires étrangères Nakayama, le ministre du commerce et de l'industrie Matsunaga, le ministre de l'agriculture Kano, la ministre du plan, Madame Takahara et le président de la diète (Chambre basse du parlement) Tamura. Un dîner officiel a été donné en mon honneur par le Gouvernement japonais représenté par Madame le ministre Moriyama, suppléante du premier ministre, dîner auquel j'ai répondu par un dîner que j'ai offert dans la résidence de l'ambassadeur Bär.

- 2 -

J'ai eu l'occasion également de m'entretenir avec plusieurs membres, libéraux (parti au pouvoir) et socialistes, du parlement lors du dîner que j'ai offert et d'un déjeuner organisé par les parlementaires membres de la "Swiss-Japan Confabulation", une sorte d'amicale parlementaire Suisse-Japon. Ma visite a donné lieu, enfin, à de nombreux contacts avec la colonie économique suisse.

Mon voyage avait trois objectifs, à savoir le renforcement des liens au niveau politique entre la Suisse et la deuxième puissance économique mondiale, la promotion de la présence économique suisse au Japon et l'approfondissement du dialogue helvético-japonais en matière économique et financière.

Je pense avoir contribué à atteindre ces objectifs. Cela même si beaucoup reste à faire. S'il est vrai que la Suisse est le deuxième investisseur étranger au Japon après les Etats-Unis et que les entreprises suisses réalisent dans ce pays un chiffre d'affaires annuel de plus de huit milliards de francs, nos exportations y demeurent insuffisantes. Aussi s'agit-il de poursuivre nos efforts au Japon. Nos regards sur l'Europe doivent être compensées par une relance, aussi au niveau du Conseil fédéral, de nos contacts avec les principaux ténors du monde extraeuropéen. Il en va de la crédibilité de notre "treaty making power" à une époque de rapprochement dans les relations entre la Suisse, la Communauté et l'AELE. Il s'agit ensuite d'encourager nos industries, surtout les petites et les moyennes, à accroître leurs efforts sur les marchés du Pacifique, en particulier au Japon. Car, dans une économie internationale de plus en plus globalisée, nos produits et, partant, notre économie ne seront compétitifs que s'ils affrontent avec succès la concurrence des marchés mondiaux les plus compétitifs. Le marché japonais en fait partie.

Vous trouverez ci-après un bref compte-rendu de mes entretiens et notamment de ma visite auprès de l'empereur du Japon.

1. Réception au palais impérial

Le cérémonial de la réception impériale commence à la résidence de l'Ambassade de Suisse où le second maître des cérémonies de la maison impériale, flanqué de deux gardes en uniforme rutilant, vient quérir l'hôte à bord d'une superbe Rolls.

Le Palais impérial, construit il y a un quart de siècle sur une colline formant un vaste parc japonais, est vaste et harmonieux. Sa Majesté m'y accueille à l'entrée puis me conduit dans l'immense salle, très dépouillée, où il me retiendra trois quarts d'heure pour une conversation intéressante, vivante, cordiale même, à laquelle assistent le premier maître des cérémonies et l'interprète.

L'Empereur est réservé - Japon et fonction obligeant! - mais l'on ressent d'emblée sa sensibilité et son ouverture. A l'évidence, un autre style que celui de son père. Un autre temps aussi.

La note dominante de l'entretien est celle de la sympathie et de l'admiration que l'Empereur porte à la Suisse (ce sera aussi ce que j'entendrai de tous mes interlocuteurs nippons, sans exception). Son intérêt pour notre histoire, pour notre comportement politique, pour le jeu de nos institutions est vif. ("Si je ne vivais pas au Japon, c'est en Suisse que je choisirais - sans hésiter - de vivre").

Il m'exprime sa reconnaissance tant pour l'exemple de démocratie et de liberté que la Suisse constitue aux yeux des Nippons et pour la qualité des relations entre nos deux pays. Il n'oublie pas l'accueil dont furent l'objet, en Suisse, outre lui-même et Hirohito, tous les membres de sa famille. Il a été sensible à la présence du Conseiller fédéral René Felber aux obsèques de son père.

- 4 -

Quand même le protocole dispense l'Empereur de traiter de politique, sa conversation est loin d'être purement "sociale". Il m'interpelle sur le futur européen, en relation avec le renforcement de la CEE, avec les nouvelles institutions de coopération CEE - pays de l'AELE, avec le processus de libération de pays de l'Europe de l'Est. Il me demande comment s'établit la normalisation du droit européen, en particulier dans le domaine de la protection de l'environnement (son second fils est président du WWF-Japon).

L'Empereur se réjouit du renforcement des échanges nippon-suisses, et de notre commune attitude - propice au libéralisme et au multilatéralisme économiques - en matière de politique économique mondiale.

Répondant à mon message, l'Empereur célèbre l'amitié helvético-nippone et me charge d'exprimer son respect et ses sentiments chaleureux au gouvernement et au peuple suisses.

2. Les entretiens ministériels

Les principaux thèmes de mes entretiens étaient l'état de nos relations économiques bilatérales, le cycle de l'Uruguay, l'évolution en Europe autant sur le plan de l'intégration que sur celui de l'ouverture des pays de l'Est et la coopération économique dans la région du Pacifique.

L'état des relations économiques bilatérales entre la Suisse et le Japon est satisfaisant. Le volume de nos exportations a doublé en cinq ans. S'il demeure encore insuffisant au regard de l'importance du marché japonais, la raison en est aussi les quelques obstacles tarifaires et non tarifaires qui demeurent. J'ai dit à mes interlocuteurs que nous attendions l'élimination de ces obstacles et ceci dans le cadre du cycle de l'Uruguay. J'ai attaqué également le problème de la perception par les autorités japonaises d'un impôt anticipé de dix pourcent sur les redevances de licences, ceci

contrairement aux promesses faites à l'époque de la conclusion de l'accord bilatéral de double imposition. Le ministre des affaires étrangères m'a, quant à lui, parlé des préoccupations japonaises résultant de l'extension de l'application de la loi fédérale sur les banques ceci notamment en matière d'exigence de réciprocité, aux sociétés financières. J'ai rassuré mon interlocuteur en faisant allusion à la flexibilité dont le Conseil fédéral disposait dans l'application de la nouvelle ordonnance. Le but de celle-ci n'est pas de provoquer le départ des nombreuses sociétés financières japonaises établies en Suisse.

En ce qui concerne le cycle de l'Uruguay, j'ai pu constater chez mes interlocuteurs une grande identité de vues avec les positions suisses, et ceci dans pratiquement tous les domaines. Le Japon cherche à échapper aux méfaits du régionalisme économique et des pressions bilatérales américaines en s'engageant en faveur de règles multilatérales renforcées. La Suisse a le même intérêt. Il existe de surcroît une alliance objective entre la Suisse et le Japon dans la négociation agricole. J'en ai parlé abondamment avec presque tous mes interlocuteurs. Le danger que je ressens réside dans le fait que sous la pression du GATT, le Japon a commencé à libéraliser ses importations de produits agricoles. Le seul bastion qu'il continue à défendre avec vigueur est le riz. Le Japon a donc une approche de la spécificité nettement plus étroite que la Suisse et pourrait de ce fait nous faire faux bond d'ici la fin de la négociation.

L'évolution en Europe - intégration et pays de l'Est - a été au centre de nombreux entretiens, notamment de celui avec le premier ministre. Notre non-appartenance à la Communauté européenne et notre attachement au multilatéralisme est clairement un atout dans nos relations avec le Japon. Celui-ci craint que ses relations économiques avec la CE deviennent aussi confrontationnelles que celles qu'il entretient avec les Etats-Unis. Le chemin en est pris depuis la multiplication des actions antidumping de la CE contre le Japon.

Dans mes entretiens j'ai mis l'accent sur les intérêts économiques et commerciaux communs du Japon et de la Suisse tout en évitant de ne pas trop encourager certains ressentiments anticommunautaires de Tokyo.

J'ai été particulièrement frappé par l'intérêt que mes interlocuteurs et notamment le premier ministre Kaifu, ont manifesté à l'égard de l'appréciation de la Suisse portant sur les événements en Europe de l'Est. Le premier ministre m'a fait part de l'importance stratégique globale qu'il attribuait à l'ouverture du bloc de l'Est. Après lui avoir exposé notre propre appréciation politique, économique et aussi humaine de la situation, je l'ai aussi mis en garde contre une sousestimation des risques de retours de manivelle que comportait l'évolution - dans l'ensemble extraordinairement réjouissante - dans les pays de l'Est. Le premier ministre Kaifu qui espère se rendre en visite en janvier prochain en Hongrie et en Pologne, m'a assuré que le Japon participerait très activement aux efforts de dialogue et d'aide économique aux pays de l'Est.

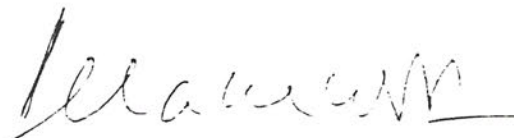
Mes interlocuteurs m'ont, enfin, assuré que la coopération économique régionale des pays du Pacifique, inaugurée il y a une semaine par une conférence ministérielle à Canberra (Australie), n'avait pas pour but de créer un bloc économique. Il s'agissait au contraire de renforcer les liens entre les douze principaux pays de la région ¹⁾ dans le sens d'une "coalition pour le multilatéralisme". Il est encore difficile de prévoir l'évolution de cette coopération. Toujours est-il que j'ai annoncé notre intérêt à la suivre de près et de nous faire représenter par un observateur auprès de futures conférences.

1) Japon, USA, Australie, Nouvelle Zélande, Corée, Canada plus les six pays de l'ASEAN (Brunéi, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande)

3. Conclusion

L'équipe gouvernementale japonaise m'a fait une bonne impression. En dépit des remous politiques de l'affaire "recruit" et de la proximité d'importantes élections parlementaires en janvier ou en février 1990, la stabilité politique du Japon me paraît mieux assurée aujourd'hui qu'il y a encore quelques mois.

Ce qui frappe, c'est l'extraordinaire discipline et la volonté du peuple et des autorités japonaises. Le Japon est aujourd'hui un pouvoir politique et économique mondial dont l'influence croissante exige de la part de la Suisse un effort de dialogue et de contact considérablement renforcé.



Jean Pascal Delamuraz

PS: Je tiens ici à relever l'excellente organisation de ma visite par l'ambassade de Suisse au Japon et l'exceptionnelle performance de l'ambassadeur Roger Bär et de son équipe.

J.-P. D.